

Éthique et intégrité à l'épreuve du Covid : enquête auprès des scientifiques du CNRS

L'enquête CovETHOS¹, a pour objet d'analyser l'état des représentations de la communauté scientifique sur l'éthique de la recherche et l'intégrité scientifique. Un premier rapport rend compte du regard particulier des personnels du CNRS sur les répercussions de la pandémie, à la lumière de ces enjeux. Entretien avec les auteur·es.

Regards Croisés : Qu'est-ce qui vous a décidé à faire cette enquête ?

On dispose de cinquante ans de données sur l'évolution et les transformations de l'image publique des sciences, et plus généralement sur le lien « science – société ». Mais il n'existait pas d'enquête, en France, permettant de décrire l'état des représentations de la communauté scientifique sur ces enjeux. La pandémie de Covid-19 nous a donné l'occasion de renverser le miroir tout en bénéficiant du soutien de l'Agence nationale de la recherche (ANR) avec un format de recherche-action.

Par ailleurs, alors que le paysage de l'intégrité scientifique s'est étoffé depuis une quinzaine d'années en France, avec une accumulation de délégations, d'offices, de réseaux, très peu d'enquêtes ont interrogé les effets potentiels de ce nouveau paysage.

Enfin, il faut souligner l'explosion des publications et surtout des prépublications sur le Covid-19, très tôt dans la crise sanitaire. Il y avait là matière à sonder nos enquêté·e·s pour savoir si la prépublication et



Catherine Guaspere.
Sociologue, ingénieure d'études CNRS au GEMASS, à Sorbonne Université.



Michel Dubois.
Sociologue, directeur de recherche CNRS, directeur du GEMASS, à Sorbonne Université.

l'évaluation post-publication leur semblaient être des innovations de science ouverte légitimes.

Pourquoi avez-vous pris comme référence l'année 2007 et comment l'idée de responsabilité sociale des systèmes de valeurs a-t-elle évoluée chez les scientifiques ?

Effectivement, l'enquête 2022 s'appuie sur une enquête antérieure conduite par le politiste Daniel Boy³. Cette enquête de 2007 était la seule disponible en France sur l'appropriation de la question éthique de la recherche par les personnels du CNRS. Tout en

repensant le questionnaire pour la crise Covid19, nous avons choisi de conserver le même dispositif avec le même prestataire, l'Ifop, l'idée étant de pouvoir réaliser, sur quelques questions générales, des comparaisons.

Nos résultats montrent que par certains aspects les valeurs sur lesquelles reposent l'activité scientifique sont stables : en 2007 comme en 2022, la quasi intégralité des répondant·e·s sont par exemple motivé·e·s par la curiosité et la volonté de connaître. Ce sont des caractéristiques quasi inscrites dans le corps, dans la vocation du scientifique. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'évolution : on observe notamment une montée importante du sens de la

Michel Dubois

Sociologue, directeur de recherche CNRS, directeur du GEMASS², à Sorbonne Université

Catherine Guaspere

Sociologue, ingénieure d'études CNRS au GEMASS, à Sorbonne Université

Propos recueillis par Michelle Olivier et Chantal Pacteau

¹ <https://miniurl.be/r-4mww>

² GEMASS : Groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique de la Sorbonne.

³ Directeur de recherche émérite au Cevipof.

responsabilité sociale et, de façon quasi symétrique, un recul de la volonté de compétition. On observe également, et c'est au moins aussi important, une croissance notable du sentiment de crise du lien entre science et société. Ce sentiment est aujourd'hui très largement majoritaire⁴ : il y a là un phénomène de basculement.

Selon vos résultats, comment la crise du Covid-19 a-t-elle touché les chercheur·es ?

Pendant la phase qualitative de l'enquête, nous nous sommes déplacé·es dans différents laboratoires ; nous avons fait parfois une visite complète pour rencontrer tous les statuts, tous les corps dans une même unité. Ces démarches ont été réalisées dans une phase assez critique de la période Covid, donc il y avait une sensibilité particulière, les personnes rencontrées (elles avaient tenu à du présentiel) n'ayant pas eu l'occasion de s'exprimer auparavant sur leur ressenti, très vif et très différent selon les positions dans le laboratoire. Nous-mêmes étions ravi·e·s d'aller sur place, et nous avons pu constater que les équipes essayaient de reconstituer du collectif. Nous avons noté la fragilité extrême des jeunes docteur·e·s, qui n'avaient absolument pas la possibilité de faire la démonstration de ce pourquoi ils et elles avaient été inscrit·e·s en thèse. C'était encore plus vrai pour celles et ceux qui étaient en situation d'expatriation, coupé·e·s de leur environnement familial et professionnel.

On nous a relaté, parfois avec une émotion très forte, ce que représentait la dernière journée dans une animalerie, le moment où vous fermez le laboratoire juste avant le confinement. Vous accomplissez des gestes auxquels vous n'êtes pas habitués : nettoyer, vider, ranger, essayer de mettre les choses en suspens. Certains nous ont raconté qu'ils avaient dû euthanasier les animaux présents dans l'animalerie parce

qu'il n'était plus possible de s'en occuper. Une directrice de recherche insistait sur l'incertitude : on ferme, on ne sait pas quand on va revenir, qui l'on retrouvera... Ce sont des situations de rupture qui marquent durablement les esprits.

Dans les entretiens individuels comme collectifs, nous avons été frappés par l'importance du registre émotionnel. Il pouvait y avoir un sentiment d'euphorie, de fierté chez des collègues complètement plongés dans la recherche Covid, qui étaient littéralement dans un bain d'excitation intellectuelle. Mais beaucoup d'interviewé·e·s manifestaient de la frustration à l'idée de vouloir se rendre utile, mais de ne pas pouvoir le faire ; de la colère aussi face à l'impréparation de politiques scientifiques, sur le fait de ne pas apprendre de crise en crise et sur le fait que la recherche en France n'est pas assez financée : l'idée d'un déclassement de la science française par rapport à la science internationale.

Sur ce sujet du financement, avez-vous eu l'impression qu'il était important que l'opinion publique entende que pour bien travailler, pour trouver des résultats, c'est une question importante ?

Les enquêtes disponibles montrent qu'en période de crise ou pas, le grand public soutient massivement le financement de la recherche fondamentale, particulièrement dans les domaines de l'environnement et de la santé. A l'occasion de la dernière vague de l'enquête *Les Français et la science*⁵, en 2021, la crise semble d'ailleurs avoir contribué à renforcer l'expression du soutien à la recherche appliquée aux dépens de la recherche fondamentale. D'où l'importance de bien expliquer l'origine, à plus long terme, d'innovations majeures comme le vaccin à ARN messenger.

Les scientifiques du CNRS, comme ceux des autres organismes, se plaignent à raison de la situation de sous financement chronique de la recherche en France, et la crise n'a fait qu'accroître ce sentiment et son expression publique : « *On n'était pas financé avant, on n'a pas eu les moyens, on a fait beaucoup moins que les Anglo-Saxons.* » C'est cela qui a été révélé au public, l'absence de moyens suffisants pour la science.

Dans le rapport, vous évoquez les travaux importants menés par l'Institut des sciences humaines et sociales (INSHS), à l'occasion de la crise.

C'est effectivement l'un des résultats inattendus de notre enquête : parmi nos répondants, ce sont ceux de l'INSHS qui ont réorienté le plus leurs travaux vers la crise Covid devant, entre autres, l'Institut des sciences biologiques. Cette réorientation très rapide des activités dit quelque chose sur le fait que la crise Covid a été tout autant une crise sanitaire qu'une crise du lien social. À travers la question de la distanciation, par exemple, se jouait le maillage social de nos vies quotidiennes. *Pandémie, un fait social total*⁶ dresse une sorte d'inventaire des travaux portés, coordonnés ou simplement enregistrés par l'INSHS à cette occasion. L'enquête Vico⁷ porte sur les conséquences du confinement sur la vie quotidienne ou sur la façon dont les individus ont été touchés par cette crise. Enfin, une journée d'étude organisée par l'ANR⁸ a permis de présenter ce qui avait été produit par les enquêtes menées en Sciences humaines et sociales sur cette période.

Concernant l'intégrité scientifique, êtes-vous surpris par le pourcentage

⁶ M. Gaille et P. Terral, *Pandémie, un fait social total*, CNRS Éditions.

⁷ <https://miniurl.be/r-4mwj>

⁸ « L'enseignement supérieur et la recherche face au Covid-19. » <https://miniurl.be/r-4mwz>

⁴ Près de sept répondant·e·s sur dix.

⁵ *Les Français et la science, une relation ambivalente.* <https://miniurl.be/r-4mwx>

d'enquêté-e-s qui avouent modifier une méthodologie ou l'orientation d'un projet pour répondre aux pressions d'un financeur ?

Non ! Un quart de nos répondants disent effectivement tenir compte (très souvent, souvent ou rarement) des pressions des financeurs. On s'attend d'autant plus à ce qu'il y ait des réponses positives que l'on se trouve dans une « zone grise » où ce que l'on fait est plus ou moins acceptable, on sait que ça peut être questionnable, problématique, mais il y a de la tolérance. C'est une zone de pratiques douteuses, plus ou moins graves, fréquemment associées à des écarts importants entre ce que l'on déclare pour soi et ce que l'on déclare pour autrui. Cet écart est intéressant, car cela soulève la question d'un environnement de travail potentiellement problématique. Quelles sont les conséquences du fait que nos collègues ont l'impression de travailler dans un environnement problématique ? *Quid* de cette dissonance normative ? Autant les premiers travaux autour de l'intégrité scientifique se sont beaucoup focalisés sur les parcours individuels, sur la psychologie des fraudeurs, sur l'équilibre ou le déséquilibre psychologique de telle ou telle personne... autant, depuis maintenant plus de vingt ans, le focus se déplace davantage sur la qualification de l'environnement de recherche, sur ses propriétés, à la fois du point de vue de la formation, et des modèles de coopération, de compétition, de régulation qui sont valorisés dans le travail.

L'expression d'une prise de parole publique ne semble pas aller de soi pour une grande partie des enquêté-e-s. Comment est perçu le devoir de neutralité ?

Cette question de la communication et de la prise de parole dans l'espace public est apparue dans les entretiens avec beaucoup de force. La neutralité dans l'expression publique est aujourd'hui une obligation morale inscrite dans la charte de déontolo-

gie des métiers de la recherche. On se rappelle, par exemple, qu'il est strictement demandé aux membres du GIEC d'inscrire leur prise de parole dans le strict cadre de leur discipline et de leurs travaux et donc de ne pas faire part d'opinions qui seraient considérées comme personnelles puisque débordant de leur cadre d'expertise scientifique.

Mais c'est une obligation qui pose problème, notamment lorsqu'il s'agit d'émettre une opinion à la frontière de l'expertise et de l'engagement personnel. Dans le contexte extraordinaire de la crise Covid, quelles leçons tirer du point de vue de la neutralité pour un temps plus long ? Quelques collègues se sont aventuré-e-s sur des terrains qui ne sont pas leur domaine traditionnel d'expertise et la question n'est pas de savoir s'ils et elles pouvaient le faire, mais est-ce qu'alors ils et elles portaient leur casquette de chercheur-e ou celle de citoyen-ne, dans le cadre de la liberté d'expression en général ? C'est ce que nous écrivions il n'y a pas très longtemps dans *Le Monde*⁹ : à l'heure où la crise sanitaire a rappelé l'importance de l'engagement public des scientifiques, il est urgent d'entamer une réflexion de fond sur les modalités de prise de parole des scientifiques dans l'espace public, sans négliger les conditions de leur efficacité sociale et politique.

La création d'une agence nationale pour vérifier les informations qui circulent sur les réseaux ainsi que le respect de l'intégrité scientifique est apparue comme une nécessité. Pour se prémunir de quels risques ?

Il faut bien séparer ce qui relève de l'intégrité de ce qui relève de la lutte contre la désinformation, notamment sur les réseaux sociaux. L'Office français de l'intégrité scientifique (OFIS¹⁰), créée en 2017, prend en charge la première question. Faut-il créer une

agence dédiée au contrôle de l'information sur les réseaux sociaux ? C'est une question ouverte, et souvent controversée. Les réseaux sociaux sont des amplificateurs et des accélérateurs de désinformation et d'information. Nos collègues sont à la fois extrêmement perplexes sur la capacité à réguler cette information, mais ils et elles y voient aussi une formidable opportunité pour renouveler la communication scientifique. Pendant la période Covid, énormément d'informations tirées des articles scientifiques (prépublications ou publications) étaient mises à disposition très vite dans l'espace public. Beaucoup de choses se sont passées sur Twitter pour renvoyer à des blogs qui faisaient un travail d'analyse et de réanalyse, pour faire circuler l'information autour de cette avalanche d'articles scientifiques. Donc désinformation, mais aussi information.

Peut-on dire que la perception de l'intégrité scientifiques a été bouleversée lors de la crise du Covid ? Cela aura-t-il des conséquences durables ?

La crise Covid a sans doute été un moment de prise de conscience de l'importance de ses enjeux...

Il nous faut réfléchir collectivement sur la façon dont on doit plus ou moins faire ce travail de formation, d'information et de régulation des comportements au regard de l'intégrité scientifique. De ce point de vue, et c'est ce qu'on essaie de mettre en évidence dans le rapport, cela doit être fait en tenant compte de la diversité des métiers de la recherche¹¹, plutôt que d'imaginer une figure du-de la chercheur-e avec un grand C. Il est nécessaire aussi d'avoir une approche suffisamment fine pour tenir compte des particularités des domaines de recherche : les questions qui se posent en termes d'intégrité sont assez différentes en physique, en histoire médiévale ou en informatique.

⁹ <https://miniurl.be/r-4mxo>

¹⁰ <https://www.ofis-france.fr>

¹¹ Technicien-ne, ingénieur-e, assistant-e ingénieur-e, chercheur-e, directeur-trice de recherche, chargé-e de recherche.